

SCIENCES PO

Histoire

*Le Secours populaire  
français  
1945-2000*

Du communisme à l'humanitaire

*Axelle Brodiez*



SCIENCES PO

LES PRESSES

Extrait de la publication

*Le Secours  
populaire français  
1945-2000*

---

*Le Secours  
populaire français  
1945-2000*

---

*Du communisme à l'humanitaire*

Axelle Brodiez

Ouvrage publié avec le concours de  
l'École doctorale « Pratiques et théories du sens » (Université Paris-VIII)  
et de l'EA 1571 « Pouvoirs, savoirs et société » (Université Paris-VIII)

Catalogage Électre-bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

*Le Secours populaire français, 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire* / Axelle Brodriez – Paris : Presses de Sciences Po, 2006.

ISBN 2-7246-0985-9

RAMEAU :

- Secours populaire français : Histoire
- Pauvres : Protection, assistance, etc. : France : 1945-...
- Parti communiste français : 1945-...

DEWEY :

- 361.3 : Aide privée – Organisations privées
  - 362.5 : Services en faveur des catégories défavorisées
- Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

*À ma famille*

# Table des matières

<i>Remerciements</i>	11
<i>Introduction</i>	13
<b>I - 1945-1955 : LE SECOURS POPULAIRE DANS LE CONGLOMÉRAT COMMUNISTE</b>	
<hr/>	
<i>Chapitre 1 / RETOUR SUR L'AVANT 1945</i>	27
• Le Secours rouge, organisation partisane (1923-1934)	28
• Du Secours rouge au Secours populaire de France et des colonies (1934-1939)	33
• Le Secours populaire sous Vichy	39
<i>Chapitre 2 / L'ESPRIT DE LA RÉSISTANCE (1944-1955)</i>	45
• La refondation ou le nouvel échec des tentatives hégémoniques	46
• De l'antivichysme à l'antifascisme	48
• L'éviction de Pierre Kaldor (1947)	53
<i>Chapitre 3 / LE SPF DANS LE COMBAT ANTICOLONIALISTE</i>	57
• Le soutien en Afrique du Nord	58
• Madagascar et l'Afrique noire	62
• L'Indochine et la Campagne Henri Martin	67
<i>Chapitre 4 / LE SPF DE GUERRE FROIDE :</i> <b>UNE ORGANISATION MALMENÉE</b>	75
• Le « brancardier » du conglomérat	77
• L'arrière-troupe d'une avant-garde	79
• Dysfonctionnements du conglomérat	83

<i>Chapitre 5 /</i> « MILITANTS » D'ORGANISATION DE MASSE	91
• Le travail militant des « petits soleils »	92
• Hétérogénéité des profils et des motivations	97

## II - 1955-1979 : RESTRUCTURATION ET ÉMANCIPATION

---

<i>Chapitre 6 /</i> LA GUERRE D'ALGÉRIE. VERS L'APOLITISME ET L'HUMANITAIRE	113
• Du verbe aux actes (novembre 1954- septembre 1955)	114
• La défense des droits de l'homme (1955-1960)	115
• Le soutien aux soldats réfractaires (1956-1959)	120
• La solidarité politique (1958-1961)	124
• Entre normalisation et novation (1960-1962)	125
<i>Chapitre 7 /</i> EN FRANCE : TOURNANT SOCIAL ET APOLITIQUE	131
• Premier tournant : les sinistrés	133
• Face à la grande pauvreté : personnes âgées et immigrés	135
• Un emblème montant : les enfants et les vacances	144
• La solidarité aux handicapés et aux grands malades	146
• Le SPF, pionnier dans l'accès aux surplus alimentaires	148
<i>Chapitre 8 /</i> ENTRE DROITS DE L'HOMME ET HUMANITAIRE	151
• Anticolonialisme et « antifascisme »	152
• Humanitaire urgentiste	155
• Humanitaire et concurrence face aux catholiques	163
<i>Chapitre 9 /</i> LES CLÉS DU DÉVELOPPEMENT : L'ORGANISATION	169
• Recruter et collecter : « la force du nombre »	170

• Diffuser le journal, « vitrine du SPF »	172
• Structurer : les implantations locales	174
• Gérer : « l'argent est le nerf de la solidarité »	176
• Médiatiser	177
<b>Chapitre 10 / DU « CONGLOMÉRAT » À LA « NÉBULEUSE »</b>	
<b>COMMUNISTE</b>	183
• PCF et redéfinition du conglomérat originel (1954-1957)	185
• Julien Lauprêtre, communiste d'ouverture	190
• Le SPF au regard des autres organisations de masse	195
• Étiollement de la solidarité aux victimes de la répression	202
<b>Chapitre 11 / ENGAGEMENTS : L'HÉTÉROGÉNÉISATION DES COHORTES</b>	209
• Une féminisation de la base au sommet	210
• Un sursaut post-68 : la politique de rajeunissement	212
• Une normalisation des CSP représentées	214
• Du « militant » au « bénévole » : pour une pratique « à la carte »	215
• L'ouverture du profil des dirigeants	219
• De la coexistence des générations aux difficultés mémorielles	221
<b>Conclusion</b>	227
<b>III - 1979-2000 : L'INSTITUTIONNALISATION</b>	
<hr/>	
<b>Introduction</b>	233
<b>Chapitre 12 / LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ-PRÉCARITÉ EN FRANCE</b>	235
• Le SPF face aux mutations de la précarité (1979-1987)	237



• Témoigner : réinvention d'une « fonction tribunitienne » (1987-1991)	242
• Dignité du bénéficiaire et réinsertion sociale (années 1990)	245
<i>Chapitre 13 / HUMANITAIRE ET POLITIQUE</i>	255
• Années 1980 : une solidarité politiquement signifiante	256
• Années 1990 : naissance d'une grande association urgentiste	264
• Évolution de la défense des droits de l'homme	267
• Aide au développement et subventions européennes	269
• Persistance des actions en faveur des sinistrés	273
<i>Chapitre 14 / HEURS ET HEURTS</i>	
<b>DE L'INSTITUTIONNALISATION</b>	279
• Les succès de la médiatisation	279
• L'arrêt temporaire de la croissance	287
<i>Chapitre 15 / LE TEMPS DES BÉNÉVOLES ?</i>	293
• Une association fondée sur le bénévolat	294
• « Structure de rémanence » et bastion pour militants communistes	299
• Une hétérogénéisation des dirigeants ?	306
• Le rapport à la mémoire : du refoulement à l'apaisement	307
<i>Conclusion générale</i>	315
<i>Annexes</i>	331
<i>Sources</i>	339
<i>Bibliographie</i>	341

## *Remerciements*

---

Je remercie les militants qui ont accepté de contribuer à cet ouvrage par leurs entretiens : Julien Lauprêtre, Léon Dujardin et Pierre Éloire aujourd'hui décédé, tous trois maintes fois sollicités ; Gilbert Avril, René Combarnous, Claudius Chesne, Maurice Cukierman, Annie Grinon, André Hochberg, Janine Joniot, Pierre Kaldor, Patricia Le Corvic, André Ménétrier, Nadia Rousseau et Henriette Steinberg. Merci aussi aux salariés du siège pour l'année passée à dépouiller dans leurs locaux, en particulier à Sophie Lotte et Laurent Urfer, ainsi qu'à Nicole Charlopeau ; merci aux archivistes du Parti communiste français, Pascal Carreau, Catherine Bensadek et Alexandre Courban, pour leur ouverture d'esprit (et d'archives !) et leur gentillesse jamais démentie.

Merci à Claire Andrieu pour avoir encouragé et suivi cette publication, et à Olivier Fillieule pour sa relecture et ses conseils. Merci à Clarisse, et surtout avec toute ma gratitude à Laurène, pour leur implication logistique. Merci enfin à Danielle Tartakowsky, directrice de cette thèse, pour sa constante disponibilité, ses relectures toujours constructives et ses approbations à développer un regard politiste et sociologique, disciplines à la fréquentation desquelles tant ce travail que notre conception de la recherche ont beaucoup gagné.

# Introduction

---

**E**n 1997, 80 % des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage SOFRES connaissaient le Secours populaire français (SPF). Ce pourcentage serait aujourd'hui vraisemblablement encore supérieur, l'association ayant été depuis fortement médiatisée, comme lors de la Journée des oubliés des vacances de l'été 2000 au Stade de France, qui clôt ce livre. Conjointement parrainée par Zidane et Ronaldo, cette vaste entreprise réunissant une pléiade d'artistes accueillait soixante mille enfants, reçus le matin par le président de la République Jacques Chirac, le Premier ministre Lionel Jospin et le maire de Paris Jean Tiberi. Légitimation institutionnelle, éclectisme politique, appui des idoles du moment et gigantisme donc, qui ont encore conforté la (re)connaissance de l'association. Les catastrophes naturelles et les grands conflits sont, dans le malheur, d'autres baromètres : si le SPF dispose de budgets inférieurs à ceux des ténors urgentistes, il est pourtant classé, en décembre 2004, lors du tsunami en Asie du Sud-Est, dans le cercle restreint des organisations à qui les téléspectateurs se voient proposer de confier leurs dons, aux côtés de la Croix-Rouge, Médecins sans frontières, Médecins du monde ou Action contre la faim.

Cette image humanitaire et médiatique apparaît aux antipodes d'une autre, celle des débuts, de la petite association satellite du Parti communiste français (PCF) à qui était dévolue la défense des « victimes de la répression ». Cette révolution identitaire, dont l'analyse constitue la trame de cet ouvrage, a vu l'abandon de ce qui était un « conglomérat<sup>1</sup> » communiste au profit d'un glissement vers le champ en structuration des associations de solidarité. Elle s'est accompagnée d'une inflation numérique considérable que peut lui envier l'ensemble des autres ex-organisations communistes – des probables sept mille membres de 1952, étiage de l'après-guerre, l'association compte aujourd'hui un million de donateurs et soixante-douze mille bénévoles. Pourtant, si la mue est bien réelle, le flou identitaire persiste : toujours communiste ou non ? Humanitarisme réel ou de façade ? Ces incertitudes se retrouvent en interne,

1. Nous reprenons l'expression utilisée par Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997, p. 37, pour caractériser les ensembles politico-associatifs fortement structurés autour d'un centre politique.

dans les discours des bénévoles, mais aussi dans les propos éparés que l'on peut lire au fil d'ouvrages spécialisés<sup>2</sup>. Cette difficulté à cerner l'association tient au manque d'études, qui prend les chercheurs en tenaille entre sectateurs et détracteurs, et les rend tributaires de discours internes en décalage parfois visible avec les pratiques de terrain.

## — Pourquoi écrire l'histoire du Secours populaire ?

La question des discours produits renvoie le Secours populaire au rapport complexe, parfois douloureux, à son propre passé. Constitué d'une superposition progressive de strates d'engagements au fil des évolutions du PCF, de la dépolitisation de son image et des évolutions socio-économiques françaises, il est sans doute, plus que d'autres, une organisation où la gestion d'un passé qui n'est plus commun à personne s'avère problématique. L'évoquer en interne reste souvent un exercice diplomatique, qui contrariera nécessairement le militant vétéran actif depuis les années 1950, pour qui l'on insistera jamais trop sur les vertus de l'engagement communiste, ou le nouveau bénévole arrivé dans le sillage de la « grande cause nationale » (1991), qui ignore tout d'un passé rouge dont il est soit fort éloigné, soit bien peu curieux. Ce conflit entre mémoires vives et historiques a engendré, jusqu'à peu, un vide

2. Ainsi, trois citations très différentes, voire contradictoires : « L'association affiche une image publique de neutralité politique, et tente de dissimuler son activité militante passée [...]. Nul doute que pour [les bénévoles] le Secours populaire est toujours une association "rouge". Le discours officiel et volontairement médiatisé que tiennent les responsables de l'association sur la neutralité est trompeur. Il n'empêche pas les acteurs sur le terrain et à l'intérieur du mouvement de continuer à partager des convictions politiques et des principes d'action qui ont leur source dans le communisme. » (Serge Paugam, « L'essor des associations humanitaires. Une nouvelle forme de lien social ? », *Commentaire*, 68, hiver 1994-1995, p. 910-912) ; « En 1946, le parti communiste faisait revivre le Secours populaire, faisant suite au Secours rouge ; mais le mouvement allait largement déborder ses fondateurs. À la faveur de sa crise, le parti communiste s'en détacha complètement. » (François-André Isambert, « L'engagement humanitaire et les formes contemporaines de la solidarité », dans Serge Paugam (dir.), *L'Exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996, p. 101-108, citation p. 103) ; « Après la guerre et le retour à l'action au grand jour, le Secours populaire reste une association très politisée et inféodée au parti communiste [...]. Cela semble durer au moins jusqu'en 1954, date de l'arrivée de Julien Lauprêtre à la tête de l'organisation. » (Jean-Pierre Le Crom et Jean-Noël Retière, *Nourrir, vêtir. Socio-histoire de la solidarité d'urgence à Nantes (1930-2000), rapport scientifique*, MiRe, septembre 2000, p. 33).

abyssal de mémoire collective<sup>3</sup>. L'observation participante nous fait alors reprendre à notre compte les propos de Michel Hastings au sujet de l'historiographie du PCF :

« Étrange sujet historique, insuffisamment "refroidi", qui somme l'historien de prendre position, de désigner son camp [...]. L'histoire jamais acquise du communisme a souffert et souffre encore de cet affrontement permanent entre le commémoratif et l'exécration, l'hagiographie et la tératologie, un affrontement qui ne reconnaît que des fidèles ou des adversaires, des martyrs et des procureurs<sup>4</sup>. »

Ni « fidèle » ni « adversaire », mais pourtant dotée d'empathie, il peut dès lors sembler indélicat que nous écrivions ce livre. La curiosité du chercheur devant un objet complexe si stimulant pourra en outre sembler déplacée à certains acteurs. Pourquoi, en effet, venir perturber un corps vivant, remuer les cartons poussiéreux d'un passé dont l'association peine depuis cinquante années à se sortir ? Quel intérêt à exhumer ces oripeaux rouges qu'on lui a trop collés au corps, dont on a fait un stigmaté et au nom duquel on lui a fermé bien des portes, alors qu'elle avait déjà versé dans l'humanitaire et que les rapports au PCF n'avaient depuis longtemps plus rien de l'inféodation – même s'ils restaient teintés de sympathie ? *A contrario*, depuis son agrément d'éducation populaire (1983) et sa reconnaissance d'utilité publique (1985) sollicités, puis ses trois labels « grande cause nationale » décernés durant les années 1990, elle s'est exposée publiquement. Sa course aux donateurs depuis quarante ans, l'ampleur des fonds récoltés, autorisent plus encore à savoir ce qu'il est advenu, et au nom de quoi.

## — Quelques éléments de méthode

L'association a d'ailleurs choisi d'ouvrir grand ses portes et ses archives nationales, aujourd'hui principalement déposées à Roubaix au Centre des archives du monde du travail. Même au siège, où nous avons passé une année à dépouiller les comptes rendus plus récents de réunion

3. Sur ces termes, voir analyses infra et l'ouvrage de Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994.

4. Michel Hastings, « Jalons pour une anthropologie culturelle des implantations du communisme en France », *Cahiers du CRAPS*, 3, septembre 1987.

et la presse de l'association, nous avons pu avoir l'accès le plus large jusqu'aux bureaux de la veille. Quinze militants de l'association, représentatifs de périodes et d'échelons divers, ont été interrogés, et la quasi-totalité s'est prêtée au jeu de bonne grâce. Nous avons eu un accès libre au terrain. Cette recherche historique a été complétée par une démarche plus sociologique d'observation participante en fédération (encadrement de sorties, bénévolat au siège fédéral parisien ayant du même coup permis des entretiens privilégiés avec des militants de terrain, etc.) ainsi que d'entretiens comparatifs dans d'autres organisations (Secours catholique pour les associations de solidarité, Mouvement de la paix pour les organisations ex-communistes...). Surtout, le recours aux archives du Parti communiste français, qui ne restent fermées que pour les trente dernières années, a été particulièrement fécond et éclairant<sup>5</sup>. Bref, nous n'avons rencontré comme obstacle que la constatation répétée, suite à des interventions lors de réunions internes, de l'impossibilité de tenir un discours consensuel sur une histoire ayant trop fortement évolué.

## — Cadre chronologique

Cette histoire court depuis 1945, borne amont où se mêlent renouveau politique des cadres dirigeants et accession du PCF au statut de premier parti de France. Elle a aussi sa préhistoire – du Secours rouge section française à la clandestinité sous Vichy –, qui fait l'objet d'un chapitre liminaire permettant autant de resituer l'association lors de sa refondation que de comprendre le « poids du passé<sup>6</sup> » qui ressurgira à de nombreuses reprises. La borne avale, la Journée des oubliés des vacances (JOV) de l'été 2000, est volontairement ancrée dans le très contemporain. Moins évidente car avant tout symbolique, elle n'est qu'une césure par défaut : la vraie résidera sans doute dans le départ de Julien Lauprêtre, secrétaire général-président depuis 1955 et toujours dans l'exercice de ses fonctions.

Deux césures internes permettent en outre de dégager trois parties chronologiques. La première, de 1945 à 1955, est celle du « conglomérat » communiste.

5. Sur le détail des sources, voir en annexe et, pour les militants interrogés, dans les remerciements.

6. Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge...*, op. cit.

« Nous réservons le terme de conglomérats aux cas très répandus des réseaux particuliers associant, autour d'un groupement central, d'autres groupements "satellites" fonctionnellement spécialisés. L'exemple le plus évident d'un tel conglomérat est celui que constituent, ou plutôt qu'ont longtemps constitué, le PCF et ses groupements "satellites" tels que la CGT, le Secours populaire, l'Union des femmes françaises, Tourisme et travail, la Fédération sportive et gymnique du travail, etc<sup>7</sup>. »

Le terme connote un ensemble très structuré, voire cimenté, et il relève de la première partie de démontrer que tel était bien le cas, tout en mettant à jour les (dys)fonctionnements internes et les hiatus entre représentations et réalités du militantisme communiste. L'année 1953, mort de Staline et fin de la phase glaciale de guerre froide, ne fait pas césure. À partir de 1954, en revanche, le PCF revoit sa conception des organisations de masse et en 1955, Julien Lauprêtre prend la tête de l'association. Sa longévité s'oppose au *turn-over* des dirigeants depuis 1945, et ouvre une ère nouvelle.

La seconde partie (1955-1979) vise à analyser ces changements, de l'organisation de masse à l'association de solidarité et du politique à l'apolitique, par développement d'actions de solidarité apolitique en France (aux sinistrés, aux enfants, aux personnes âgées, aux handicapés) et à l'étranger (humanitaire d'urgence et de développement). Si la « rupture du cordon ombilical » d'avec le parti est affichée et réelle, elle n'en reste pas moins ambiguë : la promotion du secrétaire général de l'association au comité central du PCF en 1964 et sa titularisation en 1968, en sont les plus éloquentes manifestations. C'est en fait d'une profonde réorganisation des liens entre organisations de masse et organisation matricielle qu'il s'agit, corrélative d'un passage du « conglomérat » à une « nébuleuse » moins structurée où s'accroissent les marges d'autonomie. Parallèlement, l'association, dont les implantations sont décimées au sortir de la guerre froide, se restructure progressivement. Ce temps de très forte croissance est aussi celui d'un changement majeur des strates engagées : féminisation, écartèlement entre les plus âgés et les plus jeunes, arrivée aux côtés des « militants » de nouveaux « bénévoles ».

1979 n'est en fait que l'année inaugurale d'une phase de reconnaissance : par les instances européennes d'abord (1979, première grande subvention), puis les pouvoirs publics français (1983, agrément

| 7. Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, op. cit., p. 37-39.

d'éducation populaire ; 1984, première grande subvention ; 1985, reconnaissance d'utilité publique) et les médias (suite à l'instauration en 1979 de deux nouvelles campagnes, la Journée des oubliés des vacances et la Campagne printemps pour l'international). L'association entre en mue, se dépouillant de son ancienne peau pour étreindre la nouvelle (1981, changement du journal qui significativement de *La Défense* devient *Convergence*, et adoption d'un logo). Alors que la nébuleuse communiste se meurt et que le PCF s'étirole, le Secours populaire des années 1980 et 1990 confirme sa croissance et conquiert une position dominante dans l'espace des associations françaises de solidarité. Il s'institutionnalise, joue pleinement la carte médiatique, fait massivement appel au bénévolat, se recentre sur le « raz-de-marée de la misère » de la pauvreté-précarité en France. Une nouvelle identité humanitaire est trouvée, entre urgence et développement. La troisième partie montre pourtant les difficultés qu'engendre cette mutation d'envergure, les années 1995-2000 constituant également des années de crise protéiforme. Leur achèvement en feu d'artifice avec la JOV « Soleil 2000 » est alors aussi un appel à renouer avec les heures fastes.

## — Histoire du communisme

Le Secours populaire est donc un vrai sujet d'histoire. D'histoire du communisme d'abord. Car si, dans cette doctrine, « le politique est réductible au social<sup>8</sup> », et si des études comme celle de Julian Mischl rappellent l'importance, dans la réussite du parti, de sa pénétration sociétale<sup>9</sup>, l'histoire des organisations dites « satellites » reste encore méconnue<sup>10</sup>.

Cette méconnaissance du conglomerat communiste interpelle. Considérées comme un objet d'étude secondaire, les organisations de masse sont pourtant une injonction aussi récurrente qu'ancienne, répondant

8. Claire Andrieu, « *La concurrence des légitimités partisans et associatives* », dans *Associations et champ politique*. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 36.

9. Julian Mischl, *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002)*. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire, thèse de science politique sous la direction de Marc Lazar, EHESS, 2002.

10. *Le bilan de la recherche scientifique se limite aujourd'hui aux études (nombreuses) sur la CGT, dont le statut d'organisation de masse est néanmoins pour certaines périodes discutable, à une thèse sur la FSGT, une autre sur le Mouvement de la paix, des travaux régionaux sur l'Union des femmes françaises, un ouvrage-brochure et un article sur le MRAP.*



autant à la fonction « téléologique » qu'à la fonction « sociétale » du communisme<sup>11</sup>. Dès le III<sup>e</sup> congrès du Komintern (juin 1921), a été affirmée la nécessité de « constituer, dans toutes les organisations de masse du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes [...], comment il faut mener la bataille<sup>12</sup> », ces organisations étant d'abord conçues comme des « courroies de transmission » au service de la révolution. Elles font également office, plus prosaïquement mais efficacement, de sas entre le parti et la société, d'instances de socialisation au communisme par encadrement de la vie sociale<sup>13</sup>. Leur rôle est donc dual et nodal :

« L'influence communiste n'a jamais tenu à la seule efficacité de ses propres structures. La pratique communiste se déploie en fait dans une constellation de réseaux et d'organisations [...]. Dans de nombreuses associations, les communistes ont été assez nombreux et actifs pour jouer le rôle de groupes influents de pression ou pour exercer des fonctions de direction. Par là, ils ont répandu des représentations, des structures de discours, des analyses et des propositions et ont vulgarisé des modèles culturels propres à la sphère communiste<sup>14</sup>. »

Si, sur le terrain, ces organisations sont complémentaires, et si l'on pressent bien qu'elles font système, on n'en possède encore aucune vue d'ensemble. On postule tantôt des liens très étroits avec le parti, tantôt on en doute<sup>15</sup>. Il est en réalité possible d'en construire une

11. Stéphane Courtois et Denis Peschanski, « La dominante de l'Internationale et les tournants du PCF », dans Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost et Jean-Pierre Rioux (dir.), *Le PCF des années sombres, 1938-1941*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 270.

12. Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, réimpression, Paris, Maspero, 1972, p. 49-52.

13. Voir notamment Annie Kriegel, *Les Communistes français 1920-1970*, Paris, Fayard, 1976, et Annie Fourcaut, *Bobigny banlieue rouge*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières/Presses de Sciences Po, 1986.

14. Roger Martelli, *Le Rouge et le Bleu. Essai sur le communisme dans l'histoire française*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1995, p. 29-30.

15. Ainsi Alain Ruscio, *pourtant historien et ancien militant communiste, qui s'interroge longuement dans l'introduction de son ouvrage de thèse (Les Communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954, Paris, L'Harmattan, 1985) sur la fonction de « courroies de transmission » ou non des organisations de masse, et hésite fortement sur la réponse à donner. Celle-ci est finalement d'entre-deux : certains dirigeants sont communistes, mais d'autres pas ; certaines organisations sont largement dirigées par des communistes, mais d'autres moins ; il n'y a pas de subordination, mais accord avec les grandes orientations du parti.*

typologie en fonction de leur degré d'inféodation : si la CGT possède une liberté d'action conséquente, et si les organisations tenues par des ténors du parti peuvent se frayer conjonctuellement des marges d'autonomie, l'ensemble reste très fortement structuré par le centre/sommet politique, qui peut s'avérer un redoutable coupeur de tête à la moindre incartade. À cette typologie synchronique s'ajoute une nécessaire analyse diachronique, le système communiste de 1926 n'étant ni celui de 1960, ni celui des années 1980. La périodisation s'avère alors double, à la fois cyclique (plus le contexte politique est hostile, plus les organisations sont de véritables « courroies de transmission » à l'autonomie réduite) et linéaire (jusqu'à la mort de Staline, le « conglomérat » est fortement structuré, bien que les dysfonctionnements soient légion et que la délimitation précise des compétences de chacun soit un enjeu constant ; puis il se restructure en « nébuleuse » pour accroître son angle de prise, et devient à partir des années 1980 déliquescent).

## — Histoire des associations humanitaires et de solidarité

L'histoire du Secours populaire devient en outre progressivement indissociable de celle des associations de solidarité (menant des actions en France) et des organisations humanitaires (menant des actions apolitiques et centrées sur l'étranger) contemporaines.

À partir de la fin des années 1950, le SPF devient une association de solidarité sans discrimination, en réponse à l'enclenchement au parti communiste d'un nouveau cycle d'ouverture politique et dans le contexte post-février 1954, « insurrection de la bonté » dont le parti des prolétaires fut le grand absent. Il en va alors des conceptions de ce que doit être le communisme de terrain, mais aussi d'une stratégie politique consistant à ne plus laisser aux organisations confessionnelles, en premier lieu catholiques, le « monopole du cœur ». Ce volet de la solidarité en France est ensuite constamment approfondi et constitue la facette « apolitique » des actions, menées en faveur des personnes âgées, des enfants dans la précarité ou des handicapés, et recentrées depuis les années 1980 sur les victimes de la crise économique. À la contribution monographique à l'histoire de la pauvreté-précarité, bien étudiée dans le dernier ouvrage d'André Gueslin en dépit de relatifs creux chrono-

giques sur les Trente Glorieuses<sup>16</sup>, s'ajoutent ici des linéaments pour une histoire de la structuration de l'espace des associations de solidarité.

Alors qu'humanitaire semble souvent rimer avec apolitisme, les interventions du SPF à l'étranger ont, au contraire des représentations communes et des actions en France, longtemps été marquées du sceau de l'idéologie politique. Il s'agit alors, par une approche historique dans un domaine aujourd'hui surtout investi par les politistes et les acteurs eux-mêmes<sup>17</sup>, de réévaluer le rapport intrinsèquement ambigu entre humanitaire et politique, mais aussi de revenir sur la période des années 1930-1960 et sur l'apport communiste, méconnu.

## — Histoire de l'engagement

Le Secours populaire, du communisme à l'humanitaire : il y va enfin des mutations de l'engagement contemporain. En sociologie comme en science politique, l'engagement est souvent analysé de façon synchrone ou sur un laps de temps générationnel, et l'histoire de l'organisation de se subsumer sous celle des strates engagées. Les historiens tendent au contraire à produire des études diachroniques d'ampleur, centrées sur l'histoire de l'organisation ou du fait sociétal qu'elle incarne ; mais l'analyse concrète des modalités de l'engagement peut s'y trouver réduite à la portion congrue, ou archétypée par quelques grands militants dont rien ne garantit la représentativité. Car si le sociologue saisit aisément la base, l'historien reste tributaire de ses archives et souvent réduit aux traces laissées par les principales figures<sup>18</sup>. Nous avons tenté d'allier ces deux approches en considérant à part entière l'histoire de l'organisation et celle de ses militants, avec pour postulat méthodologique de ne pas partir de supposées mutations de l'engagement pour les expliquer historiquement, mais au contraire d'étudier l'évolution de l'association pour en cerner l'impact militant.

Contre l'association perçue comme un tout cohérent et uniforme, il importe, dès lors, de considérer les adhérents comme le produit d'une

16. *André Gueslin, Les Gens de rien. Une histoire de la grande pauvreté dans la France du XX<sup>e</sup> siècle, Paris, Fayard, 2004.*

17. *Voir les nombreux ouvrages et articles de Rony Brauman, Sylvie Brunel, Alain Desthère, Xavier Emmanuelli, Bernard Kouchner ou Jean-Christophe Rufin.*

18. *Nous mettons évidemment à part la grande entreprise du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.*

sédimentation progressive de strates<sup>19</sup>, dont les composantes ne cessent de varier. Car :

« du côté de “l’offre associative”, l’image publique des mouvements, toujours variable, produit un effet sur les investissements différenciés des militants successivement engagés qui se retrouve tant au travers des motifs de l’engagement (le sens que les acteurs donnent à leur engagement) que des propriétés sociales des individus. Du côté ensuite de la “demande d’engagement”, les facteurs favorisant la rencontre avec les associations étudiées ou, au contraire, la défection, doivent aussi être pris en compte, sachant que la modification du profil des militants influe en retour sur les orientations stratégiques des groupes, leur image publique et, par les tensions qu’elle génère, le *turn-over*, autrement dit le rythme de la défection<sup>20</sup> ».

La pluralité de facteurs à prendre en compte, liée à la progressivité du changement qui découle de l’intrication des strates d’engagement conduit, dès lors, à se distancier de modèles par trop binaires. La *Fin des militants* de Jacques Ion, légèrement amendée dans l’*Engagement au pluriel*<sup>21</sup>, mais fortement nuancée pour les objections que nous lui faisons dans le récent *Militer aujourd’hui*<sup>22</sup>, parcourt ainsi ce travail en filigrane. Car les idées qu’il a développées, pour lui être personnelles, n’en sont pas moins également un condensé problématisé d’interrogations sur la fin d’une époque qui parcourent, depuis les années 1980, la sociologie et la science politique, et font le titre quasi apocalyptique de plusieurs ouvrages importants (*La Fin des syndicats* ?<sup>23</sup>, *L’Engagement*

19. Olivier Fillieule et Christophe Broqua, « Les associations de lutte contre le Sida. Approches des logiques de l’engagement à AIDES et Act Up », dans Dynamique de l’engagement et élargissement des solidarités, sous la direction scientifique de Nonna Mayer, rapport pour la MiRe, novembre 2000 ; Christophe Broqua et Olivier Fillieule, « Trajectoires d’engagement. AIDES et Act Up », dans Le Génie associatif. Dix portraits, Paris, Textuel, 2001.

20. Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l’engagement individuel », Revue française de science politique, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 119-215 (citation p. 211).

21. Jacques Ion (dir.), L’Engagement au pluriel, Saint-Étienne, Publications de l’Université de Saint-Étienne, 2001.

22. Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, Militer aujourd’hui, Paris, Autrement/CEVIPOF, 2005.

23. Dominique Labbé et Maurice Croizat, La Fin des syndicats ?, Paris, L’Harmattan, 1992.